

Le mois du Maghreb de la politique étrangère espagnole

La visite des rois en Algérie et la Réunion de Haut Niveau avec le Maroc, montrent le progressif niveau stratégique des relations entre Rabat, Madrid et Alger.

Domingo del Pino

Peu de temps sépare les deux importantes missions espagnoles au plus haut niveau qui vont replacer, en mars, le Maghreb au centre des préoccupations et de l'activité de la politique extérieure espagnole. Les rois se rendent à Alger du 13 au 15 mars, pour leur deuxième visite d'Etat en Algérie, et le président du gouvernement présidera, quelques jours auparavant au Maroc, la 8ème Réunion de Haut Niveau (RHN) entre l'Espagne et le Maroc. Il s'agit de deux visites de la plus haute importance étant donné le niveau stratégique qu'ont atteint les relations de l'Espagne avec le Maroc et avec l'Algérie.

Comme on a vu souvent dans la politique extérieure espagnole, le gouvernement et la monarchie se partagent les rôles conciliateurs dans une région où l'Espagne a du mal à maintenir la cordialité avec les deux pays en même temps. Heureusement pour l'Espagne, une habitude qui ne peut pas s'étendre aux affaires économiques, qui ont maintenu leur vitesse de croisière en constante augmentation au cours de toutes les étapes, même les plus conflictuelles. C'est maintenant qu'elles constituent cette réserve d'intérêts dont on parlait pendant la décennie précédente.

Une fois de plus, les rois, dont les visites à l'étranger ont considérablement augmenté pendant le gouvernement de Zapatero, tenteront d'adoucir les problèmes que ces équilibres difficiles, que doit réaliser le gouvernement entre les deux pays provoquent presque toujours avec l'un d'entre eux.

Il est vrai aussi que les amitiés particulières de l'exécutif espagnol ont fréquemment changé avec les alternances du pouvoir à Madrid. Aujourd'hui, les difficultés de la diplomatie et de l'actuel gouvernement avec l'Algérie sont plutôt dues à des déclarations officielles contradictoires qu'à un changement réel du gouvernement de Zapatero concernant la position traditionnelle de l'Espagne au sujet du conflit du Sahara occidental. La presse algérienne rappelait ces derniers jours que le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Miguel Angel Moratinos, avait déclaré au journal *El Mundo* en juillet 2004 : « l'organisation d'un referendum provoquerait une crise généralisée dans le nord de l'Afrique » ; et au-

paravant, en mai, il avait déclaré à ABC : « nous rendrons compatible le droit à l'autodétermination avec un accord consensuel », ainsi que d'autres déclarations où il se montrait favorable à une coordination avec la France qui pense que la solution au conflit doit être trouvée dans un dialogue direct entre l'Algérie et le Maroc. L'offre de médiation entre les deux pays provoqua chez le ministre des Affaires étrangères algérien, Abdelaziz Belkhadem, en réponse à des déclarations de Zapatero à Alger en 2004, cette réaction : « l'Algérie n'a pas besoin de tuteurs dans ses dialogues avec le Maroc ».

Après les Accords Tripartites de Madrid en 1975, tous les gouvernements espagnols avaient soutenu la thèse selon laquelle l'Espagne a transféré ses responsabilités aux Nations unies, où le dossier fut accepté comme un cas de décolonisation non conclue. L'ONU décida de la célébration d'un référendum d'autodétermination pour que les habitants originaires du territoire du Sahara occidental puissent décider de leur avenir. Toute modification de ces termes de référence a eu et a des conséquences sur les relations de l'Espagne avec ses voisins et sur celles du gouvernement espagnol avec sa société civile qui est majoritairement solidaire avec les sahraouis. Le gouvernement de Zapatero et Moratinos lui-même, penchent aujourd'hui pour la thèse selon laquelle l'indépendance, qui doit être une des options de l'autodétermination pour être conséquents, n'est pas une condition sine qua non pour que les sahraouis puissent s'autodéterminer.

Selon les paroles de Zapatero, « l'autodétermination ne rend pas les peuples plus heureux ». En accord avec cela, le président et le ministre des Affaires étrangères ont opté, ainsi que le dit « groupe d'amis du Sahara Occidental » du Conseil de Sécurité (France, Etats-Unis, Royaume Uni et Russie) pour explorer la possibilité « d'une solution au conflit mutuellement acceptable pour les parties ». Le Front Polisario et les pays qui l'appuient refusent cette vision car, pour eux, l'enjeu est quand et comment vont s'appliquer les résolutions sur le Sahara occidental.

Si pendant les 30 dernières années, le dossier du Sahara occidental influence encore les relations de l'Espagne avec le Maghreb et si la politique maghrébine de

l'ancien président José María Aznar semblait aux marocains déséquilibrée au profit de l'Algérie, cette dernière perçoit maintenant la politique du président Zapatero déséquilibrée au profit, à nouveau, du Maroc.

Le fond du problème se trouve dans le caractère de la projection espagnole vers le Maghreb et il n'est pas conjoncturel. Il a des racines historiques très profondes : depuis les temps de Joaquín Costa, avant et après, la politique africaine de l'Espagne avait toujours été fondamentalement marocaine. Mais cette centralité du Maroc dans la politique extérieure espagnole vers le Sud ne répond plus dans le domaine économique à une exigence économique insurmontable. Les relations économiques et commerciales avec l'Algérie atteignent progressivement des volumes semblables à ceux des relations avec le Maroc et ils continuent à augmenter. La dépendance espagnole et européenne de l'approvisionnement énergétique de l'Algérie impose aux relations de l'Europe avec le Maghreb en général une approche globale et pragmatique que l'Espagne a des difficultés à adapter à sa propre politique maghrébine.

Des questions telles que l'immigration illégale ou irrégulière, le terrorisme, le trafic de stupéfiants ou de personnes, ou le crime organisé, ont obligé aussi à un traitement global de ces problèmes, bien que la proximité physique de l'Espagne et du Maroc impose une attention particulière au cas marocain. Ainsi et de ce point de vue, les objectifs de la diplomatie espagnole en Algérie et au Maroc sont semblables : implanter une étroite coopération des services d'intelligence et de sécurité respectifs ; établir une ample coopération judiciaire incluant les extraditions et le renvoi des condamnés ; confirmer les accords de restitution ; et coopérer dans l'imperméabilisation des frontières où transite l'immigration irrégulière.

Elections locales et législatives

Les deux visites espagnoles au Maghreb coïncident avec des années électorales dans les deux pays voisins. En Algérie, les citoyens sont convoqués pour élire leurs représentants parlementaires le 17 mai ; au Maroc, les élections locales et législatives doivent finir en septembre.

Du point de vue espagnol, seule l'évolution du Maroc est sujet d'inquiétude. Un sondage de l'International Republican Institute (IRI), du Parti Républicain nord-américain, attribuait l'intention de vote de 47 % de l'électorat marocain à l'islamiste Parti de la Justice et du Développement (PJD) ; 17 % pour le parti Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) ; et 12 % pour le nationaliste Istiqlal. Si ces intentions se voient confirmées dans les urnes, elles constitueraient une véritable révolution dans l'histoire politique du Maroc. Pour l'instant toute prévision est prématurée, et celle qui est attribuée au ministère de l'Intérieur marocain, un ministère clé sous tout point de vue dans les comices marocains, ce qui inclut les résultats, reflète une distribution électorale semblable à l'actuelle. Se-

lon certains médias marocains, elle contemple l'hypothèse de 50/53 sièges pour la nouvelle invention de ce ministère, l'Union des Mouvements Populaires (UMP) ; 47/50 sièges pour l'USFP ; 43/48 pour Istiqlal ; et 35/40 pour le Regroupement National d'Indépendants (RNI). Une vision radicalement différente de celle de l'IRI.

Il s'agit d'une inconnue électorale qui peut modifier aussi bien la redistribution des circonscriptions électorales que fera le ministère de l'Intérieur, au sujet de laquelle les islamistes ont déjà commencé à protester, que les gestions finales que feront les gens de Palais avec les leaders du PJD pour qu'ils s'abstiennent de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions, comme ce fut le cas des législatives de septembre de 2002.

La marge de manœuvre du Palais en 2007 est, cependant, plus réduite qu'en 2002, lorsque Mohamed VI maintenait encore intact l'essentiel de son image, et lorsque l'autre grand mouvement islamiste, *Al Adl Wal Ih-sane*, ne semblait pas aussi désireux d'entrée dans la lice politique. Les hauts coûts de la vie tenaillent aujourd'hui la plupart des marocains, et le *boom* économique, selon les médias marocains, n'a de retombées que sur une « poignée de privilégiés ».

En Algérie, l'instabilité interne où vécut le pays depuis 1992 a baissé, bien que de temps en temps des attentats terroristes isolés se produisent, comme ceux de février en Kabylie. Il semble que ce soit dans cette région algérienne qu'il reste quelques groupuscules terroristes que les autorités évaluent à 200 hommes armés. Pour certains commentateurs algériens, l'annonce de la coopération entre Al Qaida et le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat est un sujet d'inquiétude. Le journaliste Mohamed Benchicou, directeur du journal d'Alger *Le Matin*, écrivait récemment que les services d'intelligence nord-américains et européens considèrent que l'Algérie peut devenir en 2007 une scène d'instabilité et de vulnérabilité au terrorisme islamiste, mais, à la vérité, le pays semble vivre normalement. En tous les cas, la réouverture des vols des compagnies françaises, auxquels se sont jointes Iberia et Spanair, ainsi que la reprise des échanges habituels de visites d'entrepreneurs et d'autres actes culturels et scientifiques semblent refléter une normalité réelle.

De bonnes relations économiques

L'Espagne est le deuxième fournisseur du Maroc et son troisième client, avec des échanges commerciaux qui sont d'environ 2 000 millions d'euros annuels. L'Espagne appuie le Maroc pour qu'il accède à un statut avancé dans l'Union européenne et qu'il puisse percevoir, selon les paroles d'un homme politique espagnol, des fonds structurels. Le gouvernement espagnol va financer la création d'une Université des Deux Rois à Tétouan, qui devrait ouvrir ses portes en 2008.

Des entreprises aussi dynamiques que Gamesa, Fadesa, Repsol, Endesa, Altadis, Telefónica, et, selon la vice-présidente du gouvernement, María Teresa Fernán-



Ramon Llull, *Arbre de philosophie d'amour*, *Chant de Ramon*, *Livre du gentil et des trois sages*. (En catalan). Fin du XIIIe - début du XIVe. Collège de La Sapiencia, Bibliothèque diocésaine de Majorque, manuscrit F-129. Palma de Majorque. L'illustration est extrait de l'exposition et du catalogue *Raimundus, christianus arabicus. Ramon Llull et la rencontre entre les cultures*, qui commémore les 700 ans du séjour de Ramon Llull à Béjaïa. L'exposition était organisée par l'IEMed ; Alger 2007, capitale culturelle arabe, la Bibliothèque Nationale d'Algérie et le ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération, avec la collaboration de l'Institut Ramon Llull, de l'Institut d'Estudis Baleàrics et du Centro de Documentación Ramon Llull de l'université de Barcelone, dans le cadre de la visite d'Etat des rois d'Espagne en Algérie. L'exposition restera à Alger du 14 au 28 mars, puis sera ensuite transférée à Barcelone, du 4 au 27 avril, et à Palma de Majorque, du 4 au 27 mai. / BIBLIOTHÈQUE DIOCESAINE DE MAJORQUE

dez de la Vega, 900 autres petites et moyennes entreprises, sont fermement implantées au Maroc. La seconde licence GSM au Maroc, pour laquelle la filiale de Telefonica paya 1 000 millions de dollars, est un cas à l'étude pour les organismes financiers internationaux. Selon des données officielles espagnoles, 40 % des entreprises espagnoles installées au Maroc sont catalanes et elles représentent à elles seules plus de 30 % des échanges.

Le dossier des affaires économiques avec l'Algérie est tout aussi rempli et en général il est lié à une dizaine d'importants plans énergétiques, parmi eux le gazoduc Medgaz est le projet enseigne. Medgaz unira les gisements algériens avec l'Espagne et l'Europe directement, sans passer par le Maroc comme le gazoduc Maghreb-Europe déjà existant. Son entrée en service est prévue pour 2009 et sa capacité initiale sera d'environ 8 000 millions de mètres cubes de gaz par an. L'idée de ne pas passer par le Maroc vient de l'ancien gouvernement du Parti Populaire peut-être comme précaution face aux fâcheries avec le royaume marocain pendant le deuxième mandat du PP. Le triomphe du PSOE aux élections de mars 2004 sema quelques incertitudes sur l'avenir du gazoduc jusqu'en juin 2005, lorsque le gouvernement octroya au projet Medgaz la priorité A1 dans le Plan énergétique espagnol. Ceci tranquillisa les algériens et les grandes entreprises impliquées. Devenu un authentique projet euro-algérien, Medgaz est un consortium où Sonatrach et Cepsa ont chacune 20 % de l'actionnariat, et Endesa Generación, Iberdrola Gas, BP Gas España, Gaz de France et Total Gas and Power 12 % chacune.

D'un autre côté, le contrat de Repsol YPF sur le gisement de Gassi Touil-Rhourde Nous, réalisé par la société Gas Natural, est le premier que l'Algérie attribue à un consortium étranger et il inclut l'exploration, la production, le transport et la liquéfaction de gaz naturel en Algérie. Concrètement une usine de gaz naturel liquéfié avec une capacité de quatre millions de tonnes par an qui sera située dans la zone d'Arzew et qui deviendra un point stratégique sur la scène énergétique espagnole en garantissant les approvisionnements entre 2010 et 2040.

L'Espagne a promis une participation active dans les activités qui seront organisées en Algérie à l'occasion de la proclamation d'Alger comme capitale de la culture arabe en 2007. C'est ce qu'a promis Fernández de la Vega au cours de sa visite en septembre à Alger et il ne reste qu'à attendre que cette participation soit plus efficace que l'engagement que pris le gouvernement espagnol d'appuyer la célébration de l'*Année du Maroc en Espagne* en 2006.

Bien que les indicateurs de gouvernance aussi bien du PNUD que de la Banque mondiale suggèrent un recul du Maroc de Mohammed VI par rapport aux dernières années de Hassan II, il n'y a pas de doute que dans les deux pays, Algérie et Maroc, le changement politique le plus important semble être lié à une presse qui a acquis en peu de temps des quotas de liberté impensables dans les années quatre-vingt-dix. ■